

Procédures de mise en œuvre de l'observation indépendante

Contexte

Le projet de « renforcement des capacités et de mise en place de l'observation indépendante en République du Congo » vise à promouvoir l'application des lois forestières et de la bonne gouvernance grâce à l'observation de leur mise en œuvre par un Observateur Indépendant. En parallèle du suivi des activités forestières, l'OI va suivre et évaluer l'action des structures nationales chargées de ces questions, en particulier au niveau du MEF. L'OI va également renforcer les capacités et promouvoir la participation de la société civile et des ONG à l'observation indépendante.

Cette procédure décrit la mise en œuvre de l'observation indépendante dans ce contexte et en réponse à la demande gouvernementale de procéder à un renforcement des capacités de la société civile à l'observation indépendante.

Objectif

Objectif global

L'objectif de cette procédure est de préciser la mise en œuvre de l'observation indépendante en République du Congo

Objectif spécifique

Effectuer un suivi des activités forestières

Effectuer un suivi de la mise en application de la loi forestière

Méthodologie générale

Effectuer un suivi des activités forestières

L'exploitation forestière est soumise à l'obtention de titres mise en place pour aux objectifs de gestion durable et pour promouvoir parallèlement les modèles industriels et artisanaux. Les titres forestiers sont les suivants : i) les conventions d'aménagement et de transformation (CAT) attribués sur les UFA pour une durée de 25 ans renouvelables, ii) les conventions de transformation industrielle également attribuées sur les UFA pour une durée de 15 ans renouvelables (sous conditions, cf. loi 16-2000/art. 66) destinés à l'exploitation et à la transformation industrielle. La transformation artisanale s'effectue à travers i) les permis spéciaux qui confèrent le droit d'exploiter durant un (01) mois un volume donnée d'essences forestières en un lieu donné (cf. décret n°2002-437/art. 188) et ii) les permis de coupe qui confèrent le droit d'exploiter durant 6 mois pour l'exploitation des bois des plantation du domaine de l'Etat.

Dans les UFA, les autorisations de coupes concernent les volumes moyens annuels (VMA) ou les assiettes annuelles de coupe (AAC) et les autorisations d'achèvement de coupe. Les autorisations d'évacuation des bois lors des ouvertures de piste sont également délivrés hors des UFA car dans celles-ci elles sont incluses dans autorisations annuelles de coupes citées précédemment. L'exploitation artisanale a accès aux permis spéciaux de coupe et aux autorisations de déboisement dans le cadre de d'activités agricoles, de travaux publics ou miniers par exemple.

L'Observateur Indépendant veillera à disposer d'informations permettant une représentation aussi fidèle que possible du paysage forestier en République du Congo.

Le suivi de la cohérence entre les différentes sources statistiques

La mise en cohérence entre les différentes sources de données statistiques est une étape clef du suivi des activités forestières et quasi préliminaire aux opérations de contrôles.

Le suivi des activités Forestières va s'effectuer en mettant en cohérence les données disponibles aux différents stades de l'exploitation : prospection, autorisation de coupe, abattage, façonnage des grumes, transport, entrée et sortie usine, exportation en grume et produits transformés.

Dans l'attente de la mise en place d'un SIGEF fonctionnel, l'OI se basera sur les données statistiques existantes, tant au niveau central qu'au niveau décentralisé : autorisations annuelles, carnets de chantier, carnets d'entrée usine et statistiques d'exportation du SCPFE.

Le suivi du respect de la planification forestière par des missions de terrain

Le suivi de la cohérence sera complété par un contrôle de terrain, en forêt et dans les installations industrielles afin de confronter les incohérences relevées, et afin de détecter d'éventuelles exploitations illégales, hors des limites de l'autorisation annuelle de coupe.

L'Observateur Indépendant effectue deux types de missions de terrain :

- des missions conjointes avec l'administration forestière: elles peuvent être programmées d'un commun accord entre les parties, à la demande de l'administration forestière ou suite à suggestion de l'Observateur Indépendant ;
- des missions indépendantes, durant lesquelles l'Observateur Indépendant dispose de toute latitude pour associer aux missions la société civile, les ONG nationales et les Délégation Départementales des Eaux et Forêts.

L'Observateur Indépendant va effectuer un suivi et un contrôle de l'activité forestière lors des missions conjointes et des missions indépendantes.

Le suivi concerne en particulier le travail préparatoire aux missions, le déroulement des missions de terrain, le suivi des différents titres et autorisations de coupe, la communication et l'implication des parties prenantes dans la gestion forestière.

L'Observateur Indépendant reçoit copie de tous les rapports des missions de suivi et de contrôle effectuées par les DDEF et par les services centraux du MEF.

Un accent particulier sera mis sur l'évaluation de la satisfaction des parties prenantes.

Effectuer un suivi de la mise en application de la loi forestière

La gouvernance forestière telle que mise en œuvre par le MEF, repose sur les structures suivantes : i) les Délégations Départementales des Eaux et Forêts, ii) la Direction générale de l'Economie Forestière et ses Direction Techniques, iii) l'Inspection générale de l'Economie Forestière et iv) le service de contrôle des produits forestiers à l'exportation (SCPFE) qui est actuellement assuré par la SGS.

Les DDEF, structures décentralisées de la DGEF, assurent le suivi de l'activité forestière et de la transformation des produits forestiers ainsi que le respect de la loi et de ses décrets d'application. Si, le DGEF a un domaine d'activités plus étendu, l'IGEF, l'IGEF a un rôle d'inspection des Services Centraux, décentralisés en plus des sociétés forestières.

L'Observateur Indépendant va effectuer un suivi de l'application des procédures de suivi et de contrôle des activités forestières par les différentes structures du MEF, au niveau central comme au niveau décentralisé dans les délégations départementales des eaux et forêts. La couverture relative des titres par le suivi et le contrôle sera examinée.

Le contentieux fera l'objet d'un suivi et l'OI reçoit systématiquement et en temps utile copie des procès verbaux infligés aux contrevenants à la suite du non respect de la loi forestière et de ses décrets d'application.

La prise en compte des recommandations de l'OI fait l'objet d'un suivi.

Modalités pratiques

Prise en charge des cadres de l'administration en mission

Le Ministère mobilise une contre partie nationale, inscrite au budget du Fonds Forestier, en vue de la prise en charge de la participation des cadres de l'administration à la mise en œuvre du Projet. Elle concerne les frais de transport et les frais de déplacements (per diem, billets d'avion, etc...) lors des missions de contrôle forestier planifiées ou à la requête de l'Observateur Indépendant.

Prise en charge des personnels du projet

Les personnels du projet sont pris en charge sur les budgets du projet.

Information aux parties prenantes

Information des services centraux du MEF

Les services centraux du MEF ont été impliqués dans les négociations qui ont abouti à la signature du protocole d'accord entre FM, REM et le MEF. Ils vont également participer à la validation des termes de référence de l'Observateur Indépendant qui comprend les procédures pratiques et les indicateurs de suivi des progrès réalisés dans la mise en place de l'Observation Indépendante en République du Congo.

Information des Directions Départementales des Eaux et Forêt

Une information sur L'observation sera effectuée auprès des Délégations Départementales des Eaux et Forêts qui recevront une copie des termes de référence de l'OI après validation. A cette occasion, l'information sera étendue aux autorités départementales (DDEF, Préfets, sous-préfets,...) afin de faciliter les missions ultérieures de l'Observateur Indépendant.

Information du secteur privé

Le secteur privé sera consulté sur les termes de référence de l'Observateur Indépendant.

L'OI maintiendra un contact régulier avec le secteur privé au travers de contacts avec sa représentation professionnelle UNICONGO Forêt.

Le secteur forestier privé doit disposer de la capacité d'alerter l'OI sur les problèmes qu'il rencontre afin d'en exposer la nature pour mieux envisager leur règlement.

Information de la société civile et des ONG nationales

La société civile et les ONG seront consultées sur les termes de référence de l'Observateur Indépendant.

La société civile et les ONG doivent disposer de la capacité d'alerter l'OI sur des situations qu'ils estiment problématiques. Cette concertation permanente doit permettre d'assurer un rôle prépondérant à ces organisations dans l'Observation Indépendante mais également de jouer un rôle plus important dans l'amélioration de la gouvernance forestière.

Information des communautés

Les communautés seront informées par la société civile et par les ONG mises en réseau par le projet. Une plaquette d'information devra permettre aux communautés de disposer des coordonnées de l'OI ou de personnes ressources qui vont pouvoir contacter l'OI afin de soumettre les doléances de ces communautés.

Lors des missions de terrain, un effort particulier d'information des communautés sera consenti. Par ailleurs, des campagnes médiatiques d'information seront développées afin de compléter cette information.

Suivi et évaluation

Suivi

L'évaluation de la mise en application de la loi forestière et de la gouvernance va s'effectuer sur la base des indicateurs suivants :

Indicateurs de suivi et de contrôle par the MEF de l'activité forestière

Suivi du travail préparatoire

Analyse statistiques et cartographique préalable aux missions

Analyse des informations disponibles sur les titres d'exploitation existants dans la zone à contrôler et des cas éventuels de contentieux précédents concernant les titulaires ou individus opérant dans ces zones.

Préparation de la logistique des missions

Mission de terrain

Cohérence avec la mission des différentes structures MEF

Enquêtes auprès des populations locales

Vérification des documents de travail (administratif, réglementaire et technique)

Contrôle de chantiers, de parcs et d'unités de transformation

Vérification des infractions relevées en matière de la législation forestière et du non respect des normes d'exploitation

Indicateurs de suivi des différents titres d'exploitation

Suivi de la validité des titres d'exploitation forestière ci-après :

Conventions d'aménagement et de transformation (CTA)

Conventions de transformation industrielle (CTI)

Permis spéciaux

Permis de coupe de bois dans les plantations du domaine forestier de l'Etat

Suivi de la validité des autorisations de coupes ci-après :

Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) ou Volume Maximum (VMA) délivrés par les DDEF

Autorisations d'achèvement de la coupe annuelle délivrées par les DDEF

Autorisations d'évacuation des bois lors des ouvertures de pistes accordées par les DDEF

Autorisations annuelles de coupe (qui tiennent lieu d'autorisation d'évacuation des bois pour les pistes d'exploitation)

Permis spéciaux de coupe attribués par les DDEF pour le sciage artisanal

Autorisations de déboisement des forêts

Couverture du domaine forestier par le suivi

Couverture relative des différents titres et autorisations de coupe par le suivi

Couverture relative des différents titres et autorisations de coupe par l'Observation indépendante

Indicateurs de contrôle en matière d'industrie de bois

Capacité installée

Capacité de transformation

Capacité réelle

Rendement matière connu

Taux de transformation

Productivité du personnel

Productivité des machines

Communication

Communication vis-à-vis des autorités départementales

Positionnement vis-à-vis du secteur privé forestier

Restitution des résultats de la mission au secteur privé forestier

Implication des parties prenantes

Dialogue entre les parties prenantes

Niveau de satisfaction des parties prenantes

Indicateur de suivi de la mise en application de la loi forestière

Suivi de l'application des procédures de suivi et de contrôle

Existence de procédures de suivi et de contrôle
Suivi de l'application des procédures de suivi et de contrôle
Difficultés rencontrées dans l'application des procédures de suivi et de contrôle
Processus d'actualisation des procédures de suivi et de contrôle
Standardisation dans l'application des procédures de contrôle

Suivi des activités de suivi et de contrôle par les DDEF

Les contrôles préalables des autorisations de coupe
Le suivi et le contrôle des activités de production et de transformation
Les inspections de chantier et l'obligation de tenu de documents
La collecte, le traitement des données de production et de transformation
La vérification de la transmission des données de production et de transformation aux services centraux du MEF
La vérification du respect du cahier des charges particulier
La vérification des obligations de transformation
L'autorisation des permis spéciaux
La collecte, le traitement des données de production et de commercialisation des PFNL
Le suivi et le contrôle du sciage artisanal
Le recouvrement des taxes et leur suivi
Le respect de la législation et de la réglementation forestière

Suivi des activités de suivi et de contrôle par la DGEF et l'IGEF

Le contrôle des documents administratifs
La légalité des coupes
La vérification des inventaires des VMA et des AAC
Le respect des normes d'intervention en milieu forestier : parcellaire, diamètre minimum d'exploitation, volumes autorisés, ouvertures de route, etc...
Le respect des obligations en matière de : plan d'aménagement, tenue de documents, transformation, cahier des charges, quotas d'exportation
Le contrôle sur les indicateurs en matières d'industries
Le contrôle des produits destinés à l'exportation
Le recouvrement des taxes

Le contrôle de la transformation artisanale
Le contrôle des essences et volumes exportés

Suivi des activités de suivi et de contrôle spécifiques de l'IGEF

Inspection de l'administration centrale
Inspection des administrations décentralisées

Suivi de la couverture par le suivi et le contrôle de l'activité forestière

Réception par l'OI de tous les rapports des missions de suivi et de contrôle des activités forestières
Couverture relative du suivi et du contrôle par les DDEF
Couverture relative des DDEF durant les missions de l'OI
Importance relative du suivi et du contrôle de l'activité forestière par l'IGEF et la DF
Couverture relative des missions de l'IGEF et de la DF par l'OI

Suivi du contentieux

Suivi des infractions documentées
Réception par l'OI de tous les procès verbaux établis pour nonrespect de la législation forestière
Importance des différents services dans la documentation des infractions
Procès verbaux rédigés à l'encontre des contrevenants
Importance des demandes de transaction
Information sur les transactions conclues
Suivi du règlement du contentieux
Suivi de la réponse du MEF aux informations fournies par la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs à l'Observation indépendante et/ou aux MEF

Suivi des recommandations de l'OI

Nombre de recommandations de l'OI par acteur
Suivi des recommandations de l'OI par acteur

Suivi de la participation de la société civile et des ONG

Implication de la société civile et des ONG dans l'observation indépendante : mise en réseau

Identification des points focaux de la société civile et des ONG dans les 10 Départements

L'information sur les problèmes de gouvernance forestière est relayée à l'OI par la société civile et les ONG

Formation de la société civile et des ONG : experts

Les experts de la société civile et des ONG sont formés à l'observation indépendante et participent aux missions d'Observation Indépendante

Participation des représentants de la société civile et des ONG aux missions conjointes ou indépendantes de l'OI

Evaluation

L'évaluation de la mise en œuvre et des observations de l'observateur indépendant s'effectue chaque semestre lors de l'élaboration du rapport semestriel.

Un état annuel de la mise en œuvre et des observations de l'Observateur Indépendant est préparé en prévision du comité de pilotage annuel.

Procédure de publication des rapports de l'Observateur Indépendant et de renforcement de la transparence dans le secteur forestier

Contexte

La République du Congo a ratifié différents traités et accords régionaux et internationaux portant sur la gestion rationnelle et transparente des ressources forestières. La mise en place d'un Observateur Indépendant s'inscrit dans cette démarche.

L'OI va permettre de rassurer les acteurs nationaux et internationaux sur la transparence dans la gestion du secteur en organisation un suivi et une observation des activités forestières et de la mise en application de la loi forestière en République du Congo. La publication des rapports sera clef dans le succès de cette démarche au même titre que l'accès aux informations statistiques existantes sur le secteur forestier.

La procédure décrit le rôle de l'observation indépendante dans le renforcement de la transparence dans le secteur forestier en République du Congo.

Objectif

Objectif général

Renforcer la transparence dans le secteur forestier en République du Congo

Objectif spécifique

L'OI a accès à l'information des différents services MEF

L'OI élabore et publie des rapports des missions et rapports thématiques

Méthodologie générale

Accès à l'information des différents services MEF par l'OI

L'OI dispose d'un accès non limité aux informations sur le secteur forestier dans le cadre de sa mission. L'information est demandée verbalement ou par écrit. Elle est considérée comme non disponible si aucune réponse n'a été donnée à un courrier de sollicitation dans les 15 jours.

La première étape du contrôle étant la mise en cohérence des informations statistiques l'OI a accès à l'ensemble des informations forestières qui doivent être intégrées dans un système d'informatisé de gestion forestière (SIGEF) : informations sur les attributions, les autorisations de coupe, les permis, le contentieux et la comptabilité forestière.

L'OI a également accès à l'ensemble des informations recueillies par le SCEPF assuré par la SGS. Dans ce cas, les demandes d'informations se feront par courrier électronique ou par lettre en temps utile.

Lors des missions de terrain, l'OI a la faculté de requérir des informations auprès des autorités départementales et auprès du secteur forestier privé. Ceux-ci auront été informés de la mission de l'observateur indépendant en République du Congo. L'information est dans ce cas demandée verbalement.

Elaboration et publication des rapports de l'OI

Les rapports de l'Observateur Indépendant

L'OI élabore des rapports lors des missions de terrain. L'OI élabore par ailleurs des documents thématiques concernant des analyses documentaires, statistiques ou relatifs à la mise en application de la législation forestière.

Outre les documents imprimés, qui feront l'objet d'une large diffusion, les différents rapports sont mis à disposition sur les sites Web de FM, de REM et de la République du Congo.

Publication des rapports de mission de terrain

Les rapports de mission de terrain de l'Observateur Indépendant sont publiés après validation par le Comité de lecture. Le Comité de lecture est chargé d'examiner les rapports des missions de terrain de l'Observateur Indépendant. Il est composé ainsi qu'il suit :

Président	: Directeur des forêts ou son représentant
Vice-président	: Chef d'équipe de REM ou son représentant
Rapporteur	: Coordonnateur du Projet, représentant de FM
Membres	le représentant de l'Inspection Générale de l'Economie Forestière le directeur de la Valorisation des Ressources Forestières ou son représentant le responsable du Ministère de chaque mission de contrôle forestier qui a donné lieu à un rapport à examiner par le Comité de lecture le représentant des REM le représentant des FM le représentant des bailleurs de fond concernés le représentant de la société civile

Le Comité de lecture se réunira au plus tard deux semaines après la production du rapport de mission de l'Observateur Indépendant. Les rapports de mission du Ministère et ceux de l'Observateur Indépendant seront rassemblés par le Coordonnateur du Projet et transmis aux membres du Comité de lecture par le Président du Comité de lecture.

Elaboration et publication des rapports thématiques

FM et REM disposent de toute latitude pour publier les rapports d'activités semestriels et les documents thématiques.

Toutefois, l'OI transmet au Ministère les rapports d'activités semestriels et les documents thématiques pour commentaires éventuels, 30 jours avant leur publication.

Elaboration et publication des rapports narratifs et financiers

L'OI dispose de toute latitude pour élaborer et faire parvenir régulièrement aux bailleurs de fonds les rapports narratifs et financiers, selon les termes des contrats de subvention.

Une copie des documents produits pour les bailleurs de fonds est envoyée au MEF.

Suivi et évaluation

Suivi de la transparence

Le suivi du processus de publication s'effectue sur la base des indicateurs suivants :

Indicateur de renforcement de la transparence

Suivi de l'accès à l'information officielle

Accès à l'information des DDEF

Accès à l'information des directions techniques de la DGEF

Accès à l'information de l'IGEF

Accès à l'information du SCPFE

Accès au SIGEF

Accès à l'information administrative

Accès à l'information auprès du secteur privé forestier

Suivi de la validation et de la publication des rapports de mission de terrain

Nombre de rapports de mission préparés, examinés, validés et publiés

Délai moyen pour l'écriture, l'examen, la validation et la publication d'un rapport de mission

Suivi de la publication des rapports thématiques

Nombre de rapports thématiques préparés et publiés

Suivi de la publication des rapports narratifs et financiers

Nombre de rapports narratifs et financiers envoyés aux bailleurs

Suivi de l'information officielle par le MEF

Publications des titres et autorisations de coupe valides

Publication de l'état de règlement du contentieux

Evaluation de la transparence

L'évaluation du processus d'élaboration des rapports et de leur publication s'effectue chaque semestre lors de l'élaboration du rapport semestriel.

Un état annuel des rapports élaborés et de leur statu de publication est préparé en prévision du comité de pilotage annuel.

Procédures d'information et de concertation des parties prenantes

Contexte

Le gouvernement de la République du Congo s'est engagé à promouvoir la participation des populations riveraines à la gestion forestière.

Dans cette optique, le projet de « renforcement des capacités et d'observation indépendante de la mise en application de la loi forestière en République du Congo » informe et mène des concertations avec la société civile et les ONG. Il prépare leurs experts aux tâches inhérentes à l'observation indépendante afin qu'ils soient prêts à jouer un plus grand rôle dans ce domaine dans un proche avenir.

Cette option s'accompagne du souhait d'engendrer un dialogue permanent et constructif entre les parties prenantes à propos de la mise en application de la loi forestière.

Cette procédure précise les mécanismes de concertation avec les différentes parties, incluant l'information et la consultation.

Objectif

Objectif global

L'objectif global de cette procédure est de préciser les mécanismes de concertation avec les parties prenantes.

Objectif spécifiques

L'information des parties prenantes

Les mécanismes de consultation des parties prenantes à garantir

Méthodologie générale

L'information des parties prenantes

L'information des parties prenantes passe au préalable par leur identification. Les parties prenantes comprenant : la société civile et les ONG, les communautés, le secteur privé forestier, les structures du MEF et les autres autorités administratives départementales. Elles participent à divers titres à la mise en valeur du domaine forestier national ou au suivi et au contrôle des opérations forestières.

Information des différentes structures du MEF

L'information aux différentes structures du MEF se fera en faisant circuler les TDR de l'Observateur Indépendant en République du Congo une fois ceux-ci validés.

Information des autorités administratives départementales

Les DDEF jouent le rôle de services techniques de l'administration départementale. A ce titre, ils devront informer les Préfets des 10 départements. A l'occasion des missions de terrain de l'Observateur Indépendant, des réunions d'information aux services administratifs pourront être organisées.

Information du secteur privé forestier

Le secteur privé forestier sera régulièrement tenu informé de l'avancement de la mise en place de l'observation indépendante au travers de sa représentation professionnelle UNICONGO Forêt.

Information de la société civile, des ONG et des communautés

Des réunions d'informations regrouperont les membres de la société civile et des ONG qui bénéficieront d'une information sur le processus de mise en place de l'observation indépendante. Des réunions seront organisées dans chaque département puis à l'occasion de chaque mission de l'Observateur indépendant.

Les mécanismes de consultation des parties prenantes à garantir

Concertation avec le MEF

La concertation avec le MEF a débuté en octobre 2003 lors de la conférence Ministérielle de AFLEG à Yaoundé, Cameroun. Elle s'est poursuivie pour se traduire par l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un Observateur Indépendant en République du Congo, effectuée en Septembre 2005.

La négociation du protocole d'accord FM, REM et MEF a donné lieu à une large concertation sur la mise en place de l'Observateur Indépendant. La négociation des termes de référence sera l'occasion de parfaire les précédentes discussions afin d'aboutir à des procédures pratiques qui seront largement diffusées au sein de cette administration.

La concertation avec le MEF est organisée avec le comité de lecture des rapports de mission et le comité de pilotage de la mise en place de l'observation indépendante en République du Congo.

Concertation avec la société civile et les ONG

Après la première prise de contact lors de l'information de la société civile et des ONG, il sera demandé à la société civile d'apporter son point de vue sur l'observation indépendante et sur la participation de ses experts à cette activité dans l'avenir.

Pour ce faire le projet de termes de référence sera soumis à la société civile et aux ONG dont les commentaires et propositions seront repris dans un document de synthèse expliquant les amendements apportés au TDR originaux et, le cas échéant, pourquoi certaines remarques n'ont pas été prises en compte.

La société civile et les ONG seront appelées à jouer un rôle actif dans le suivi de la mise en application de la loi forestière, en tant que personnes ressources qui vont relayer l'information, mais également avec la formation de leurs experts à l'observation indépendante.

Concertation avec le secteur privé forestier

A ce stade, la volonté de développer une observation indépendante en République du Congo est une volonté gouvernementale. Le secteur privé forestier doit disposer d'une possibilité de concertation avec l'Observateur Indépendant afin de lui faire part des difficultés qu'il rencontre et des abus qui peuvent exister.

Le projet de termes de référence sera soumis à UNICONGO Forêt dont les commentaires et propositions seront repris dans un document de synthèse expliquant les amendements apportés au TDR originaux et, le cas échéant, pourquoi certaines remarques n'ont pas été prises en compte.

Suivi et évaluation de la concertation avec les parties prenantes

Suivi de la concertation avec les parties prenantes

Le suivi de la concertation avec les parties prenantes est évalué sur la base des indicateurs suivants :

Indicateur de l'information et de la consultation des parties prenantes

Suivi de l'information des parties prenantes sur l'OI

Nombre de réunions d'information aux différentes parties prenantes

Nombre de personnes informées

Suivi de la consultation des parties prenantes

Nombre de réunions de consultation

Nombre de personnes consultées

Evaluation de la concertation avec les parties prenantes

L'évaluation de la concertation avec les parties prenantes s'effectue chaque semestre lors de l'élaboration du rapport semestriel.

Un état annuel de la concertation avec les parties prenantes est élaboré en prévision du comité de pilotage annuel.